

## AVANT PROPOS

La promotion de l'Etat de Droit en RDC constitue un enjeu majeur pour le développement du peuple et la relance des principes directeurs dont l'économie reste le pivot moteur d'un Etat en quête de la modernité dans une situation post-conflit.

Ceci étant, c'est le cadre qu'offre cette publication organisée à l'UNILU, en poursuite des activités que la fondation Konrad Adenauer entend organisée dans ce domaine.

L'Etat de droit est un édifice en perpétuelle construction, il ne se lie pas aux apparences, ou encore aux idéaux en soubresaut immédiat, mais plutôt aux réalités quotidiennes d'un Etat soucieux d'améliorer son bien être aussi bien que son développement économique, social et scientifique.

Nos chercheurs ont eu le mérite d'abord 5 thématiques de façon diverse dont les aspects de chacun d'entre eux, ont débouché à la nécessité de la promotion de l'économie par les principes directeurs qui organisent et militent pour l'Etat de Droit en Afrique, spécialement en RDC et dans la ville de Lubumbashi en particulier.

Dans le cadre de cette réflexion BANZA ILUNGA Aimé et NDJEKO KALUME Alexis ont examiné la question relative aux conditions d'exercice du transport Taxis-motos dans la ville de Lubumbashi. Ces deux chercheurs se sont associés à l'explication selon laquelle une réglementation en ce domaine mérite d'être suivie par les pouvoirs publics.

Le cadre juridique et les modes de gestion des marchés dans la ville de Lubumbashi (avec une étude basée sur le marché M'ZEE Kabila) a fait l'objet de l'analyse de KABALIKA LUKWESA. L'auteur estime que les activités au sein de ce marché devraient refléter des mesures de protection sanitaire s'agissant de l'accès, la disponibilité et la qualité des produits spécialement les aliments.

Dans le même ordre d'idées DIMANDJA KALONDO et DIKOMO MUDIAKESE se sont exprimés sur la promotion de l'industrie nationale d'élevage en révélant que le cadre juridique de la production et l'implication de la viande doit être conditionné par la résolution des obstacles en vue de sauvegarder la santé humaine.

Par ailleurs, MUSONDA MASAKA Léandre s'adressant à la transparence financière en RDC a révélé que les enjeux actuels, les mécanismes de contrôle des lois nationales sont bafoués à la solde des dirigeants politiques d'où vient la nécessité d'installer des mécanismes appropriés pour l'implication du public dans le contrôle budgétaire.

Enfin, le cadre juridique et son incidence socio-économique pour l'aménagement et la modernisation de l'aéroport de Lubumbashi a fait l'objet de l'analyse de MWAPE NGOSA et de NKULU BUTOMBE Noel. A l'instar de tout aéroport, l'aéroport de Lubumbashi appelé LUANO constitue une frontière aérienne, une porte d'entrée et de sortie des personnes et des activités économiques et commerciales variées. A ce titre, il doit être suffisamment aménagé, équipé et modernisé, ce qui, malheureusement n'est pas le cas. Il suffit d'y arriver pour constater un délabrement fort avancé, des normes non conformes à la réglementation

aérienne internationale. Par conséquent l’auteur recommande au gouvernement congolais une réhabilitation profonde de la LUANO afin de le rendre attrayante et sécurisante.

Les points de vue exprimés dans ces travaux n’engagent que leurs auteurs.

Nous remercions particulièrement – également au nom de tous les auteurs – le recteur de l’Université de Lubumbashi Professeur KISHIBA FUTULA Gilbert et le doyen de la faculté de Droit de ladite université pour leur soutien actif, sans lequel la série de séminaires ne serait pas possible.

*Adalbert Sango Mukalayl*

*Hartmut Hamann*

*Kalala Ilunga-Matthiesen*